

# L'Afrique méditerranéenne pourrait être **davantage** importatrice en 2050

Les chercheurs de l'Inra ont présenté une prospective 2050 sur « l'Afrique du Nord - Moyen-Orient à l'horizon 2050 : vers une dépendance accrue aux importations » lors d'un colloque organisé par le think tank Pluriagri et l'Inra à Paris, le 28 octobre. L'Europe devra, pour se différencier, exporter davantage que des marchandises.

« **E**n 2050, dans le «pire» scénario de dérèglement climatique qui tablait sur une hausse de la température de deux degrés en 2050, les surfaces cultivables diminueraient de 50 % au Maghreb », a déclaré Chantal Le Mouel, directrice de recherche à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), lors d'un colloque organisé par l'Inra et Pluriagri à Paris, le 28 octobre. Toute la zone Proche-Orient et Moyen-Orient serait également sévèrement atteinte. Ainsi, le Proche-Orient devrait voir diminuer ses surfaces cultivables de 25 %. En revanche, le dérèglement climatique serait plutôt favorable à la Turquie. Le pays pourrait voir ses terres cultivables augmenter de 15 %. Quant à l'Égypte, les surfaces cultivables resteraient au même niveau.

## Des besoins croissants

Cette diminution de surfaces, cumulée à la démographie

« Si l'Europe veut se différencier, elle ne peut pas uniquement faire du commerce »

croissante et au changement d'habitudes alimentaires, devrait augmenter les besoins. De fait, la population va croître. Ce sont 220 millions de bouches supplémentaires à nourrir que l'ONU identifie pour 2050, soit 704 millions de personnes au total. En outre, ces populations ne consommeront pas de la même façon qu'aujourd'hui. Ainsi, Chantal Le Mouel décrit : « On devrait passer à un régime à 3700 kcal/hab/jour (kilo calories par habitant et par jour) ».

Seul le Moyen-Orient resterait à 3000 kcal/hab/j. Globalement, le régime devrait être plus calorique : les huiles végétales et le sucre, propre au régime alimentaire occidental, devraient gagner du terrain. « Le Maghreb va devoir importer davantage », poursuit la directrice de recherche. En 2011, le

Maghreb et le Proche-Orient importaient déjà 51 % de leurs besoins alimentaires, selon l'Inra. Pauline Marty, chercheur à l'Inra, développe : « La demande en produits agricoles de la zone a été multipliée par six entre 1961

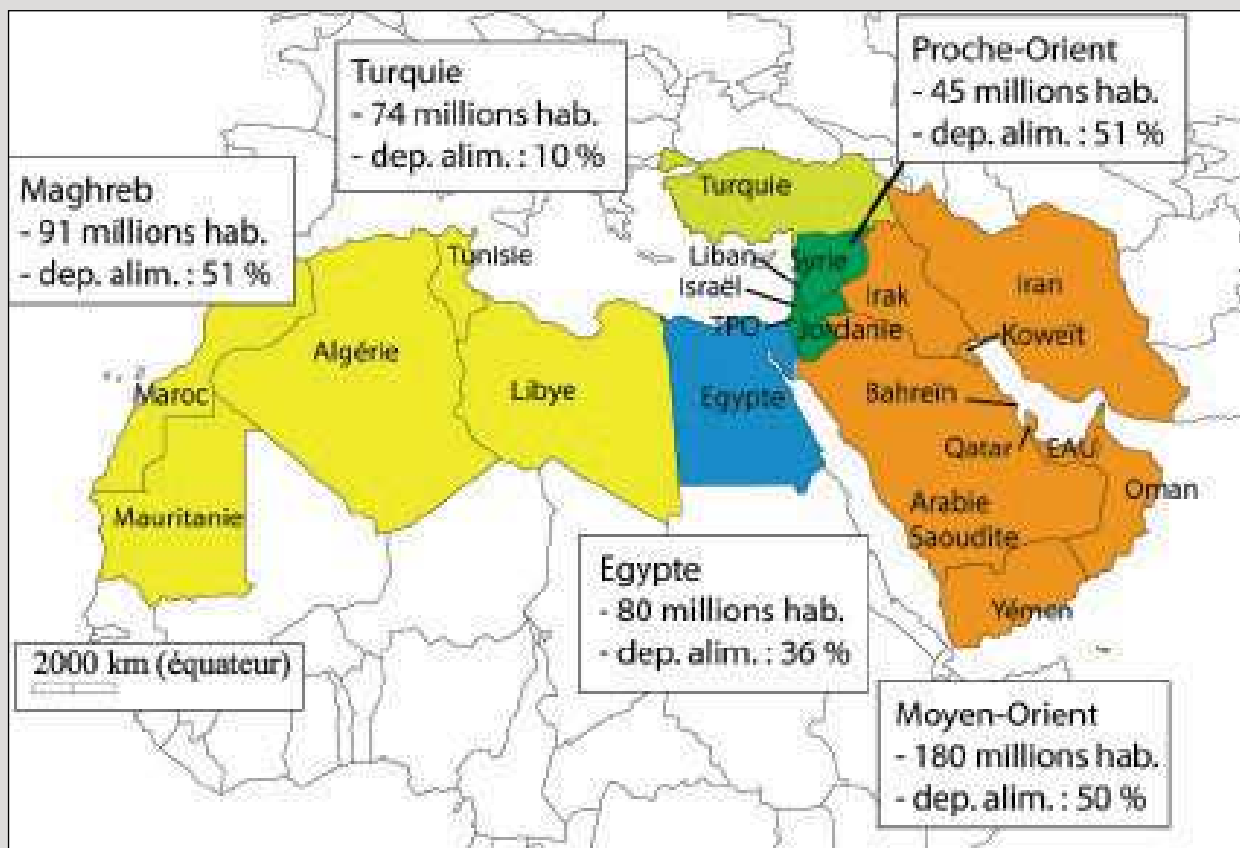
et 2011 ». Pour l'heure, 40 % des besoins sont couverts par les importations. Les chercheurs n'excluent pas une amélioration des rendements, notamment en végétaux. Mais ce rattrapage ne serait pas suffisant. Ainsi, l'état de dépendance de la zone pour les importations devrait se maintenir, voire se renforcer d'ici 2050. En Égypte, elles seraient multipliées, au Moyen-Orient par 2 et au Proche-Orient par 1,8.

## Des alternatives à construire

De l'autre côté de la Méditerranée,

## Afrique subsaharienne : la population agricole devrait augmenter d'ici 2050

« La population active agricole de l'Afrique subsaharienne devrait augmenter de 81 % d'ici 2050 », a estimé Jean-Christophe Debar, directeur de Farm (fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde), lors d'un colloque sur l'agriculture africaine et le changement climatique, le 3 novembre. Cette tendance pour les pays émergents et/ou en développement est propre à l'Afrique subsaharienne car la fondation estime que la population agricole devrait diminuer de 24 % en Asie et de 42 % en Amérique latine. Ainsi, la population active agricole de l'Afrique subsaharienne représenterait 30 % des actifs agricoles du monde en 2050.



L'alimentation des Africains du pourtour méditerranéen est déjà fortement dépendante des importations.

les exportateurs français entendent le message. Sébastien Abis, analyste géopolitique au Ciheam (centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes), avertit : « Si l'Europe veut se différencier, elle

ne peut pas uniquement faire du commerce ». Car sur le marché mondial, d'autres fournisseurs ont la capacité d'alimenter les marchés de la zone Afrique du Nord - Moyen Orient (Brésil, États-Unis, Russie et Ukraine).

### Élevage : les États du Sahel et l'OIE, partenaires pour sécuriser deux millions de pasteurs

L'organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ont signé un partenariat à Paris, le 2 novembre. Les deux organisations visent la « sécurisation du mode de vie et des moyens de production des quelque deux millions de pasteurs vivant de l'élevage pastoral ». L'accord de partenariat a été passé dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale à hauteur de 248 millions de dollars US. Dans les six pays concernés (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), le secteur de l'élevage est basé à plus de 75 % sur le pastoralisme transhumant ou nomade.

Xavier Beulin, invité avec la casquette de président du groupe Avril, a commenté : « En Europe, nous devons davantage regarder vers l'Afrique du Nord ». Et de préciser : « En France, depuis 60 ans, les paysans ont structuré l'aval. Dans ces pays (de la zone étudiée, N.D.L.R.), les industriels sont très bien pour structurer l'amont. [...] Je ne crois pas aux relations fournisseurs clients, mais plutôt aux exportations de solutions ». En ajoutant : « Si on pouvait faire du Sud-Sud, on pourrait avancer ».

CR